

Conseil Social d'Administration Ministériel

Dialogue social : Tout reste à prouver

Ce 11 mai, le premier Conseil Social d'Administration a pu se tenir sous la présidence de Monsieur Attal. La présence des fédérations des finances, à l'exception de la CGT, ne solde pas le conflit "retraites", loin de là, l'abrogation de la loi est toujours une priorité.

FO Finances a rappelé son opposition totale à ce recul social, condamné par une large majorité des salariés (voir déclaration ci-dessous). Il est hors de question de reprendre le dialogue social à Bercy, comme si rien ne s'était passé. Aussi, ce sont sur les thèmes fixés par les fédérations des finances que l'agenda social doit se construire et non sur les desiderata des ministres et du Secrétariat Général.

Dans son propos liminaire, puis dans ses interventions en réaction aux déclarations des différentes fédérations, Monsieur Attal a égrené une liste de thématiques sur lequel il donnait mandat au Secrétariat Général d'aménager un nouvel agenda social, en s'engageant à adresser les documents de travail bien en amont des différentes réunions à venir.

Au final, il a repris les thèmes que les fédérations des finances avaient mentionnés dans leur courrier commun du 9 mai, qu'il a complété par des dossiers déjà abordés : **carrières, rémunérations, indemnitaires; protection sociale complémentaire; handicap; égalité professionnelle; sécurité des personnels; numérique et intelligence artificielle; écoresponsabilité..**

La seule nouvelle annonce a été l'expérimentation à venir à la DGFIP de la semaine de 4 jours, selon des modalités à définir.

Le ministre a reporté au CSA de juillet toute annonce sur le PLF 2024.

Interpellé sur l'étalement des retenues des jours de grève, le ministre s'en tient à la réglementation. Pour **FO Finances**, ce n'est certainement pas un signe positif pour l'apaisement du climat social.

Après près de deux heures d'échanges avec le ministre sur les conditions d'une reprise du dialogue social à Bercy, il n'était pas question pour les fédérations de poursuivre les débats pour traiter des autres points de l'ordre du jour et encore moins d'élaborer un nouvel agenda social en séance.

Au final, ce premier CSA de la nouvelle mandature des représentants des personnels s'est résumé à fixer les conditions d'un retour à un dialogue social constructif pour faire avancer les nombreuses attentes des personnels.

Le ministre a demandé à être jugé sur ses engagements. **FO Finances** le prend au mot et attend des actes ministériels concrets pour le vérifier. Les projets d'accord soumis aux futures négociations et la présentation du PLF 2024 en seront des rendez-vous majeurs.